L'UQAM

LE JOURNAL
DE L'UNIVERSITÉ DU
QUÉBEC À MONTRÉAL

BIMENSUEL D'INFORMATION | JOURNAL.UQAM.CA | VOLUME 38 | NUMÉRO 10 | 6 FÉVRIER 2012

SURVIVRE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

LE CENTRE ESCER PARTICIPE À DEUX PROJETS DE RECHERCHE VISANT À PRÉVOIR L'IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE.

Les simulations permettent de tenir compte des changements climatiques dans la conception et la gestion des ouvrages hydrauliques, dans l'aménagement des bassins versants et dans la planification agricole. | Photo: Siegfried Modola/IRIN

Claude **Gauvreau**

La sécurité alimentaire représente le plus grand défi pour les populations d'Afrique de l'Ouest, comme pour celles du Sahel qui, lors des dernières décennies, ont connu des périodes de sécheresse et de famine. «Il est essentiel que les Africains identifient les facteurs qui les rendent vulnérables aux aléas météorologiques, hydro-climatiques notamment, souligne René Laprise, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère. La variabilité des précipitations, on le sait, a un impact considérable sur la production agricole.»

Le Centre pour l'étude et la simulation du climat à l'échelle régionale (ESCER), dirigé par René Laprise, est impliqué dans deux grands projets de recherche sur les changements climatiques. Le premier, le projet FACE, est un programme canadien de recherche multidisciplinaire sur l'adaptation des populations du Canada et de l'Afrique de l'Ouest aux changements climatiques. Du côté du Canada, l'équipe s'intéressera entre autres aux régions du Nord du Québec, où de nombreuses infrastructures et habitations ont été construites sur le pergélisol. Cette épaisse couche de glace sous le sol est en train de fondre, remettant en cause les méthodes de construction et le mode de vie des populations. Le second projet, CORDEX (Coordinated Regional Climate Downscaling Experiment), rassemble des équipes de chercheurs de divers pays et vise à améliorer la modélisation régionale du climat. Dans ce projet, l'Afrique a aussi été ciblée comme une région prioritaire.

Ce n'est pas un hasard si le Centre ESCER participe à ces projets. Responsables du Modèle régional canadien du climat, René Laprise et ses collaborateurs s'intéressent depuis 20 ans à la modélisation des changements climatiques et à leurs répercussions, permettant à divers organismes de développer des stratégies de prévention et d'adaptation. «Nos cherchons à comprendre, au moyen de la simulation numérique, les processus physiques responsables des variations passées et

suite en P02 ▶

DIFFICILE DE POLICER LE WEB **P05**

BADMINTON : ON VISE L'OR! **P06**

LES ENJEUX CULTURELS DU PLAN NORD **P09**

UNE ÉTUDE ATTENDUE **P10**

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directrice des communications par intérim et éditrice
Chantal Bouvier, vice-rectrice aux Affaires publiques et aux relations gouvernementales et internationales

Rédactrice en chef
Marie-Claude Bourdon

Rédaction
Pierre-Etienne Caza, Claude Gauvreau, Valérie Martin

Photographe
Nathalie St-Pierre

Direction artistique
Mélanie Dubuc

Publicité
514 987-3000 poste 6177

Impression
Payette et Simms

Adresse du journal
Pavillon VA, local VA-2100
Tél.: 514 987-6177

Adresse courriel
journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal
www.journal.uqam.ca

MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C103067

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et n'engagent pas la responsabilité de l'UQAM, sauf mention contraire.

UQÀM

Université du Québec à Montréal
C. P. 8888, succ. Centre-ville, Montréal (Québec) • H3C 3P8

▼ suite de la **P01** | SURVIVRE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

appréhendées du système climatique, qu'elles soient naturelles ou causées par les activités humaines», explique le professeur.

ÉTUDIER LES FLUCTUATION NATURELLES

D'une durée de cinq ans (2011-2016), le projet FACE réunit, outre le Centre ESCER, le Département de géographie et la Chaire de relations publiques et de communication marketing de l'UQAM. Financé par l'Initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques (IRIACC), le projet sera mené en partenariat avec l'Institut national de recherche scientifique (INRS) et plusieurs universités canadiennes et africaines. «Notre rôle consistera à fournir des données concernant les prévisions hydro-climatiques, précise René Laprise. Ces dernières pourront être utilisées pour développer des approches qui tiennent compte des changements climatiques dans la conception et la gestion des ouvrages hydrauliques, dans l'aménagement des bassins versants en milieu rural et urbain, ainsi que dans la planification agricole.»

Pour établir des projections en matière de changements climatiques, les chercheurs d'ESCER analysent d'abord les fluctuations naturelles des précipitations au cours des dernières décennies, alors que les effets des changements climatiques récents n'étaient pas encore perceptibles.

DES ORDINATEURS TOUJOURS PLUS PUISSANTS

Le projet CORDEX est une initiative du Programme mondial de recherche sur le climat. Créé il y a deux ans, il vise l'amélioration des connaissances sur la modélisation climatique en comparant notamment les résultats des différents modèles existants. «La modélisation est la science des approximations, dit le chercheur. Nous ne faisons pas de prédictions mais des simulations de scénarios plausibles et cherchons à réduire les incertitudes. Pour ce faire, nous avons besoin d'ordinateurs toujours plus puissants.» Les chercheurs d'ESCER ont d'ailleurs mis au point la cinquième génération du Modèle régional canadien du climat, qui permettra d'améliorer le traitement des informations à la surface de la Terre (hydrologie, végétation) et de s'attaquer aux conditions océaniques dans certaines régions.

Un modèle climatique est un énorme programme informatique conçu pour représenter les lois de la physique qui régissent le système climatique. La planète est découpée à l'aide d'un filet imaginaire fait de mailles verticales et horizontales. À chaque noeud du filet, des valeurs sont indiquées pour un certain nombre de variables (température, vent, pression humidité). Sur la base de ces valeurs et d'équations mathématiques, l'ordinateur calcule comment évoluent les variables. Les modèles peuvent ainsi prendre en compte une multitude de perturbations au cours du temps. Dans le cas d'un modèle régional du climat, le domaine de calcul est restreint à une région déterminée du globe, un continent par exemple. Cette économie de surface permet d'augmenter la précision des calculs.

«Notre modèle sera appliqué entre autres à l'Afrique, dit René Laprise. Nous visons à compléter les simulations d'ici juillet prochain, de sorte que les résultats pourront être intégrés au prochain rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), prévu pour 2013.» ▮

Photo: Nathalie St-Pierre

«LA MODÉLISATION EST LA SCIENCE DES APPROXIMATIONS. NOUS NE FAISONS PAS DE PRÉDICTIONS MAIS DES SIMULATIONS DE SCÉNARIOS PLAUSIBLES ET CHERCHONS À RÉDUIRE PROGRESSIVEMENT LES INCERTITUDES.»
— René Laprise, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

UQÀM
LA FONDATION

Campagne annuelle
2011-2012
Ensemble, investissons pour l'avenir

Merci

Dans le cadre du concours d'automne, la Fondation et ses partenaires ont remis 620 bourses d'excellence de 1er, 2e, 3e cycles d'une valeur de 2,3 millions $.

www.fondation.uqam.ca

Merci de soutenir la relève !

RECRUTEMENT : UNE NOUVELLE POLITIQUE

LA POLITIQUE INSTITUTIONNELLE DE RECRUTEMENT ÉTABLIT CLAIREMENT LES RESPONSABILITÉS DES UNITÉS ACADÉMIQUES ET DES SERVICES.

Marie-Claude **Bourdon**

La nouvelle Politique institutionnelle de recrutement, adoptée par le conseil d'administration de l'UQAM le 13 décembre dernier, s'adresse aux différentes unités qui interviennent dans le processus du recrutement des étudiants. «L'idée était de clarifier les rôles et les responsabilités de chacun par rapport au recrutement», indique la vice-rectrice au Soutien académique et à la vie étudiante, Diane L. Demers.

Le recrutement fait partie des priorités de la direction de l'Université, souligne la vice-rectrice. «En amont de la Politique, il y avait une préoccupation de réajuster nos stratégies de recrutement pour mieux informer les candidats potentiels de toutes les possibilités offertes à l'UQAM.» Plus particulièrement, la nouvelle Politique précise qu'un plan stratégique triennal doit être établi au niveau institutionnel et des plans annuels préparés dans chaque faculté. Ceci devrait permettre notamment d'atteindre l'objectif fixé dans le Plan stratégique d'accroître le nombre d'étudiants inscrits dans les programmes de 2e et de 3e cycles. «Cet objectif vise à consolider nos programmes quant à leur fréquentation, mais aussi à s'assurer que l'UQAM prenne toute la place qui lui revient en tant qu'université de 2e et 3e cycles», poursuit Diane L. Demers.

Comment faire pour que les programmes de l'UQAM soient mieux connus et plus attirants? La nouvelle Politique établit clairement les responsabilités des unités académiques et des services, de façon à concilier l'apport de chacun. «Le fait de ne pas savoir exactement qui doit faire quoi a été à l'origine des difficultés vécues au cours des dernières années, dit la vice-rectrice. Nous nous sommes retrouvés dans des situations où deux personnes pouvaient faire le même travail alors que d'autres tâches étaient laissées en plan.»

Aujourd'hui localisés au Bureau du recrutement, les agents de recrutement ont toutefois bénéficié de leur passage dans les facultés, souligne Diane L. Demers, «elles et ils ont pu mieux s'approprier les connaissances reliées aux programmes de leur faculté d'attache.» La directrice du Bureau du recrutement par intérim, Françoise Braun, abonde dans le même sens : «Il y a maintenant une dynamique qui n'existait pas auparavant parce que les gens n'avaient pas eu suffisamment l'occasion de travailler ensemble au sein des facultés, mais il est clair que la coordination et l'organisation des activités est facilitée par le regroupement des agents.»

La prochaine journée Portes ouvertes de l'UQAM aura lieu le 7 février, de 12h à 20h.
Photo: Nathalie St-Pierre

PLANIFICATION

La pensée magique ne suffit pas à assurer le succès du recrutement. D'où la nécessité de le planifier soigneusement. Selon la nouvelle Politique institutionnelle, la responsabilité d'élaborer un plan stratégique de recrutement échoit au Vice-rectorat à la vie académique, incluant les Bureaux de la vice-rectrice au Soutien académique et à la vie étudiante et du vice-recteur à la recherche et à la création, auquel se joint un comité de direction qui regroupe les doyens des facultés. «On leur demande d'avoir une vision large du recrutement qui doit correspondre au Plan stratégique de l'Université», précise Diane L. Demers.

Au sein des facultés, on devra préparer un plan annuel de recrutement pour les programmes aux trois cycles d'études. «Les différents départements devront discuter de leurs priorités de recrutement et déterminer les meilleures stratégies de recrutement les concernant.»

LE BUREAU DU RECRUTEMENT

Le Bureau de recrutement aura la responsabilité de la mise en œuvre du plan de recrutement, à la fois localement (à l'UQAM, dans les cégeps, etc.) et à l'extérieur du Québec (que ce soit en Ontario ou à l'international). «Dans la Politique, un nouveau mandat s'ajoute au Bureau du recrutement, qui devient le lieu où l'on concilie les intérêts institutionnels et les intérêts facultaires en rapport avec le recrutement», dit Diane L. Demers.

LES SERVICES

Le mandat des services est également clarifié dans le cadre de la nouvelle Politique. Le Service des communications joue un rôle en ce qui a trait à la promotion, à la publicité et aux relations publiques, tant sur les scènes locales qu'étrangères. Parmi ses responsabilités, le Registrariat est partie prenante de la communication d'informations et participe aux activités de recrutement, en fournissant notamment les documents officiels sur les programmes ou en répondant aux demandes de renseignements des candidats. De leur côté, les Services à la vie étudiante sont responsables de fournir l'information relative à l'aide financière, à l'accueil des étudiants étrangers, aux programmes sportifs d'excellence et au service de placement sur le campus. Finalement, le Service des relations internationales a pour tâche, entre autres, d'appuyer l'organisation des missions à l'étranger du Bureau de recrutement.

En plus d'identifier l'apport que chacun de ces services peut fournir aux efforts de recrutement, la Politique mentionne également le rôle que le Bureau des diplômés est appelé à jouer en identifiant des diplômés qui peuvent participer aux activités de recrutement, celui du Service des résidences, qui facilite l'accueil des étudiants, et celui de la Fondation de l'UQAM, qui fait la promotion du programme de bourses de recrutement. ▮

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

COOPSCO
COOP UQAM

Palmarès des ventes
23 janvier au 4 février

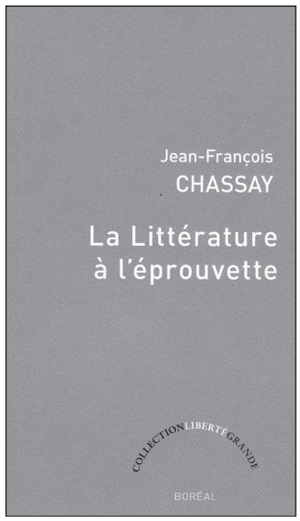
1. **Paul au parc**
   Michel Rabagliati - La Pastèque
2. **Petit cours d'autodéfense en économie**
   Jim Sanford / Charb - LUX
3. **Magasin général, t.7 : Charleston**
   Loisel / Tripp - Casterman
4. **Comment mettre la droite K.-O. en 15 arguments**
   Jean-François Lisée - Stanké
5. **Université inc.**
   Eric Martin / Maxime Ouellet - LUX
6. **Pour en finir avec le sexe**
   Caroline Allard - Septentrion
7. **L'art presque perdu de ne rien faire**
   Dany Laferrière - Boréal
8. **La maladie d'Alzheimer**
   Serge Gauthier - Trécarré
9. **Petit cours d'autodéfense intellectuelle : 2e édition**
   Normand Baillargeon - LUX
   Auteur UQAM
10. **L'art du calme intérieur**
    Eckhart Tolle - J'ai lu
11. **La Communauté du sud, t.11 : Mort de peur**
    Charlaine Harris - Flammarion
12. **La pratique du roman**
    Collectif - Boréal
13. **Limonov**
    Emmanuel Carrère - POL
14. **Malphas**
    Patrick Senécal - Alire
15. **Méditer, jour après jour**
    Christophe André - L'iconoclaste
16. **L'homme blanc**
    Perrine Leblanc - Le Quartanier
17. **La sexualité spectacle**
    Michel Dorais - VLB
18. **De colère et d'espoir**
    Françoise David - Écosociété
19. **Betty**
    Arnaldur Indridason - Metailie
20. **Burqa de chair**
    Nelly Arcan - Seuil

Les *Auteurs UQAM* sont les professeurs, chargés de cours, étudiants, diplômés, ainsi que tous les autres membres de la communauté de l'UQAM.

coopuqam.com

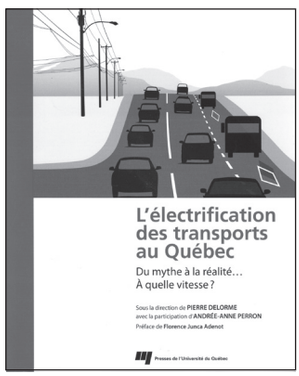
TITRES D'ICI

www.auteurs.uqam.ca



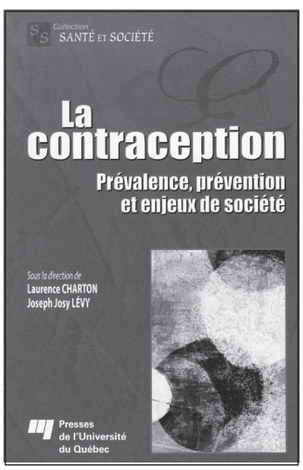
SCIENCE ET LITTÉRATURE

Professeur de littérature québécoise, spécialiste de littérature américaine, romancier et essayiste, le professeur Jean-François Chassay, du Département d'études littéraires, explore les liens entre la littérature et les sciences dans son nouvel essai, *La littérature à L'éprouvette*. Science et littérature : pourquoi proposer un tel rapprochement ? «Parce qu'on doit considérer, et c'est l'hypothèse forte de ce livre, *qu'il va de soi*, écrit l'auteur. Le monde se pense et se décline de différentes manières; en voilà deux des plus importantes, qui à certains égards sont concomitantes.» Rapprocher science et littérature n'a rien d'étonnant, souligne Jean-François Chassay, quand on constate le nombre impressionnant d'écrivains importants ayant eu d'abord une formation scientifique. On est fasciné, dit-il, par la variété des disciplines scientifiques ayant fourni à la littérature certains des auteurs les plus connus du XX^{e} siècle, depuis les mathématiques (Aymé, Bonnefoy) jusqu'au génie (Calvino, Robbe-Grillet, Vian), en passant par la chimie (Asimov, Levi) et la médecine (Ferron, Céline). On ne s'étonnera donc pas que dans des œuvres où fantastique, lyrisme et poésie se côtoient on trouve également des traces de savoirs scientifiques, faisant en sorte qu'il n'y ait pas de frontières qui tiennent entre l'imaginaire et la raison. Paru chez Boréal. ▮



L'AVENIR DU TRANSPORT

L'électrification des transports au Québec. Du mythe à la réalité... À quelle vitesse? est issu d'un colloque ayant réuni à Montréal en mai 2010 des experts nationaux et internationaux. Ceux-ci ont tenté de cerner les grands enjeux de l'avenir du transport urbain, avec pour thème central l'électrification des transports. «Les participants au colloque, de façon lucide et convaincante, ont formulé des propositions et des solutions pour une meilleure planification de nos villes», écrit en avant-propos Pierre Delorme, professeur au Département d'études urbaines et touristiques, coordonnateur du Groupe d'études sur Montréal et cotitulaire de la Chaire de tourisme Transat. Le professeur Delorme a dirigé l'ouvrage, avec la participation de la diplômée Andrée-Anne Perron, responsable de l'organisation du colloque. Ce dernier était présidé par la professeure associée Florence Junca-Adenot qui, dans la préface du livre, souligne que l'électrification constitue une filière industrielle prometteuse, impliquant toutefois «des incitatifs et des investissements de l'État, à l'instar de ce que les autres pays et villes font avec une vision intégrée des actions à entreprendre, implanter et mesurer.». Paru aux Presses de l'Université du Québec. ▮



LA PILULE RÉVOLUTIONNAIRE

La contraception moderne, et notamment la pilule contraceptive, ont entraîné une véritable révolution des comportements reproductifs. Nous sommes passés d'une fécondité «naturelle» à une médicalisation croissante de la fécondité. Si, en apparence – et, sous certains aspects, en réalité –, cette révolution a constitué une libération pour les femmes et pour les couples, qui peuvent désormais choisir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir et le moment où ils souhaitent les avoir, elle a aussi favorisé l'émergence de nouvelles normes sociales. En rendant possible ce contrôle de la fécondité, la médicalisation de la contraception se présente en effet «comme l'instrument d'un pouvoir qui impose aux femmes et aux couples d'avoir le nombre d'enfants que la société attend d'elles». Publié sous la direction de Joseph Joly Lévy, professeur au Département de sexologie, et de Laurence Charton, du Département de sociologie de l'Université de Strasbourg, cet ouvrage intitulé *La contraception. Prévalence, prévention et enjeux de société* met à contribution des chercheurs de différentes disciplines (démographie, sociologie, histoire, sexologie, psychologie), dont plusieurs de l'UQAM, afin d'observer les liens complexes entre pratiques contraceptives et dynamiques socioculturelles, à l'échelle nationale et internationale. Publié aux Presses de l'Université du Québec. ▮

MIEUX ENCADRER LE WEB

DEUX PROJETS DE LOI VISANT À CONTRER LA VIOLATION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR INTERNET ONT SUSCITÉ UN TOLLÉ DE PROTESTATIONS AUX ÉTATS-UNIS.

Photo: istockphoto.com

Pierre-Etienne **Caza**

Pas facile d'empêcher la contrefa-çon, le plagiat ou la violation de la propriété intellectuelle sur Internet. Des élus américains ont proposé deux projets de loi plutôt musclés qui ont suscité une vague de protestations à travers le pays. Le *PROTECT IP Act* (PIPA), proposé au Sénat en mai 2011, et le *Stop Online Piracy Act* (SOPA), proposé à la Chambre des représentants en octobre dernier, visent même à étendre le pouvoir des tribunaux américains au-delà des frontières du pays. Le PIPA propose de leur permettre d'ordonner aux principaux fournisseurs d'accès Internet le blocage de l'accès aux sites contrevenants à la loi, tandis que le SOPA suggère de pénaliser les sites visés avec des moyens comme la suspension des revenus publicitaires et des transactions en provenance de services comme PayPal, ainsi que l'interruption de référencement sur les moteurs de recherche. Il rendrait également délictuels les sites de partage de contenus protégés.

Contrer la violation de la propriété intellectuelle est un objectif louable, mais la manière suggérée par le SOPA et le PIPA va à l'encontre de tout ce que représente Internet depuis sa création, c'est-à-dire un réseau de communication libre et sans entraves, soutiennent les nombreux opposants aux projets de loi. Certains vont même jusqu'à associer ce type de lois aux comportements adoptés vis-à-vis Internet par les régimes répressifs au cours des dernières années.

«Ce sont des projets de loi exagérés, affirme François Blanchard, chargé de cours au Département des sciences juridiques. Ils ont été élaborés par des élus qui ont vraisemblablement subi des pressions de la part des principales corporations détentrices de droits d'auteurs aux États-Unis, comme la Motion Picture Association of America ou la Record Industry Association of America, qui sont de grandes contributrices aux caisses électorales», explique-t-il.

Le professeur Bernard Motulsky, du Département de communication sociale et publique, n'est pas aussi tranchant. «Habituellement, le processus législatif a le temps de s'adapter aux impacts des nouvelles technologies, mais dans le cas d'Internet, tout est allé trop vite, explique le titulaire de la Chaire de relations publiques et communication marketing. Le piratage et la violation des droits d'auteurs y perdurent depuis trop longtemps. Il faut qu'une négociation entre les deux positions aboutisse à de nouvelles règles qui encadreront mieux la propriété intellectuelle.» Ce ne sont pas uniquement les grandes compagnies qui profiteraient d'une loi claire, ajoute-t-il, mais aussi les artistes créateurs de contenu.

CONTRER LA VIOLATION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EST UN OBJECTIF LOUABLE, MAIS LA MANIÈRE SUGGÉRÉE PAR LE SOPA ET LE PIPA VA À L'ENCONTRE DE TOUT CE QUE REPRÉSENTE INTERNET DEPUIS SA CRÉATION.

LE DROIT DE SE DÉFENDRE

L'aspect qui irrite le plus les spécialistes en droit à propos de ces projets de loi est la latitude qui serait octroyée aux tribunaux. «Ceux-ci pourraient trancher et imposer des sanctions sans que le propriétaire du site visé ne puisse se défendre, explique François Blanchard. Un procureur ou un demandeur privé n'aurait qu'à présenter des preuves de ce qu'il avance pour que le processus soit enclenché.» Ceci viole le principe du droit à la défense en privant une personne de sa propriété sans un procès équitable lui donnant l'occasion d'être entendu, affirment haut et fort les opposants aux projets de loi.

Bloquer l'accès à des sites, comme le propose le PIPA, risquerait en plus d'inciter certaines personnes à créer un système parallèle, et l'on assisterait alors à une «balkanisation de l'Internet», poursuit le chargé de cours. Ce glissement est toutefois inévitable, croit Bernard Motulsky. «À partir du moment où l'on réglemente un domaine, il y aura toujours des pirates qui voudront créer des systèmes parallèles. La clé repose dans la capacité du législateur à appliquer ce qu'il veut réglementer, de façon à minimiser ces systèmes parallèles.»

LE PARTAGE DES FICHIERS

Les sites de partage de fichiers sont directement visés par le SOPA. «On ne pourra pas empêcher les particuliers de s'échanger des fichiers à titre personnel, mais comme dans l'industrie de l'imprimé, il y a moyen de légiférer pour empêcher une utilisation illégale à grande échelle», croit Bernard Motulsky.

Le 18 janvier dernier, plusieurs sites américains, dont Wikipédia, ont été rendus indisponibles pour la journée afin de protester contre le PIPA et le SOPA. «L'équipe du président Obama a fait savoir que celui-ci refuserait d'approuver ces projets de loi», note François Blanchard. Les sénateurs et les représentants du Congrès concernés ont fait marche arrière et ont convenu de reporter la poursuite des travaux à plus tard. Reviendront-ils à la charge avec une autre version? «Il le faut», conclut Bernard Motulsky, qui estime que l'un des outils fondamentaux pour «policer» le Web consiste à limiter ou à empêcher l'utilisation des modes de paiement (PayPal et autres services de crédit) par les sites pirates. À suivre… ▮

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

DU TALENT AU BOUT DE LA RAQUETTE !

L'ÉQUIPE DE BADMINTON DES CITADINS EST EN BONNE POSITION POUR REMPORTER LE CHAMPIONNAT PAR ÉQUIPE POUR UNE DEUXIÈME FOIS EN TROIS ANS.

François Bourret. | Photo: Nathalie St-Pierre

Roxane Fraser. | Photo: Nathalie St-Pierre

Pierre-Etienne **Caza**

L'équipe de badminton des Cita-dins répétera-t-elle ses prouesses de 2010, alors qu'elle avait remporté le championnat québécois par équipe? «Nous avons connu une excellente saison 2011-2012. Nos joueurs sont motivés et ils veulent obtenir une médaille d'or», affirme Valérie St-Jacques, l'entraîneuse-chef de l'équipe. Le championnat provincial, qui sera disputé le 18 février à l'Université Laval, opposera les Citadins à leurs adversaires de l'Université de Montréal, de l'Université Laval et de l'Université McGill.

Les Citadins ont terminé la saison régulière au deuxième rang du classement par équipe. Valérie St-Jacques, qui fait également partie de l'équipe en tant que joueuse, a la chance d'être épaulée par de nombreux joueurs expérimentés, comme Roxane Fraser et François Bourret. «Ce sont des joueurs qui font partie de l'équipe du Québec et qui possèdent de l'expérience sur la scène nationale et internationale, souligne l'étudiante à la maîtrise en gestion de projet. En plus d'être très difficiles à battre, ils partagent leur savoir-faire avec leurs coéquipiers.»

«NOUS AVONS CONNU UNE EXCELLENTE SAISON 2011-2012. NOS JOUEURS SONT MOTIVÉS ET ILS VEULENT OBTENIR UNE MÉDAILLE D'OR.»
— Valérie St-Jacques, entraîneuse-chef de l'équipe

ROXANE FRASER

Originaire de la région de Shawinigan, Roxane Fraser joue au badminton depuis une dizaine d'années. Elle a emménagé à Montréal en 2007 afin de poursuivre des études en sciences de la nature au Cégep Ahuntsic, ce qui lui permettait du même coup de s'entraîner avec ses coéquipiers de l'équipe du Québec, basée à Montréal.

Elle a participé à des compétitions sur la scène nationale et internationale, entre autres aux États-Unis, en Allemagne, en Écosse et au Guatemala. Le Canada n'est peut-être pas une puissance en badminton, concède-t-elle, mais il tire quand même son épingle du jeu. Au début de l'année, elle a remporté une médaille d'or en double féminin lors d'un tournoi disputé à Toronto.

L'étudiante-athlète en est à sa troisième année au baccalauréat en actuariat, une discipline que l'UQAM est la seule à offrir à Montréal et qui se consacre à l'étude du risque et des probabilités, notamment dans le domaine de l'assurance et des régimes de retraite.

Lors du 26e Gala du sport universitaire québécois de la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec, en novembre dernier, Roxane Fraser a obtenu une bourse d'excellence académique d'une valeur de 1 500 $ pour avoir maintenu une moyenne de 4,1 sur 4,3. «Mon amour des mathématiques ne se dément pas et j'adore mon

programme», confie celle qui aimerait bien travailler dans le domaine des assurances collectives.

«J'ai choisi l'UQAM avant tout pour son programme réputé d'actuariat, mais j'étais heureuse de pouvoir me joindre aux Citadins», raconte la joueuse de 22 ans, qui a terminé le calendrier régulier avec une fiche de quatre victoires et deux défaites en simple féminin, et de six victoires et une défaite en double féminin, en plus de demeurer invaincue en double mixte en deux occasions.

Il s'agit de sa dernière année de compétition, car le marché du travail ne lui permettra plus de voyager et de s'entraîner au même rythme. «Je vais tout de même continuer à jouer pour mon plaisir!», lance-t-elle en riant.

FRANÇOIS BOURRET

Pas facile de faire sa place dans le milieu du badminton quand frère et sœur y ont déjà excellé. C'est pourtant ce qu'a dû accomplir François Bourret, qui a débuté la pratique du badminton à neuf ans, dans le sillage de son frère alors âgé de 17 ans, et de sa sœur de 13 ans.

Aujourd'hui âgé de 25 ans, François Bourret a connu une année exceptionnelle sur le circuit universitaire. Il n'a pas connu la défaite en onze matchs, récoltant une victoire en simple, six victoires en double masculin et quatre victoires en double mixte. Ses performances lui ont valu le titre d'athlète de la semaine chez les Citadins au lendemain de la compétition ayant eu lieu à l'UQAM, en octobre dernier.

À titre de membre de l'équipe du Québec, il a lui aussi connu de très beaux moments sur la scène internationale, dont une victoire en double masculin face à un duo guatémaltèque classé 50e au monde, il y a deux ans, au Pérou.

Son frère, Philippe Bourret, de huit ans son aîné, fut le premier Québécois à représenter le Canada en badminton aux Jeux olympiques de 2004, à Athènes. «C'était un rêve que je caressais également, confie l'étudiant au baccalauréat en urbanisme. J'avais pensé me qualifier pour les Jeux de Londres, l'été prochain, mais il aurait fallu que je cesse d'étudier et que je me concentre uniquement sur le badminton pendant un an. J'ai vu mon frère faire ces sacrifices et j'ai décidé que je n'avais ni le temps, ni l'argent à investir dans cette aventure.»

Dédié entièrement à la réussite de ses études, il ne tarit pas d'éloges envers son programme. «J'adore l'aménagement du territoire et des transports, explique-t-il. Les gens ne se rendent pas compte à quel point les décisions des urbanistes, comme des architectes d'ailleurs, influencent notre vie quotidienne.»

Pour un habitué des matchs de badminton en double et en double-mixte, le programme d'urbanisme est parfait, poursuit-il. «Environ 90 % de mes cours requièrent du travail en équipe, j'y suis habitué.»

Tout comme Roxane Fraser, François Bourret cessera graduellement la compétition lorsqu'il effectuera la transition avec le marché du travail. «Je ne pourrai toutefois pas arrêter de jouer complètement, dit-il, car le badminton fait partie de ma vie!»

RECRUTEMENT PLUS FACILE

Roxane Fraser et François Bourret étaient de la formation championne en 2010 et cela fait partie de leurs beaux souvenirs de compétition. «Je suis convaincue que chacun des deux pourra en plus remporter une médaille lors du championnat provincial individuel, qui aura lieu en mars à l'Université de Montréal», souligne Valérie St-Jacques.

«Avec des joueurs comme Roxane et François sur l'équipe, nous sommes en mesure d'attirer un plus grand bassin de joueurs élites provenant du cégep, conclut fièrement l'entraîneuse-chef. Ces joueurs, qui auparavant hésitaient entre l'UdeM et Laval, considèrent maintenant l'UQAM lorsque vient le temps de choisir où ils conjugueront études et sport.» ▮

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

EN VERT ET POUR TOUS

PAR VALÉRIE MARTIN

LA ROUTE BLEUE

Depuis décembre dernier, de petites gouttes bleues autocollantes colorent ici et là les planchers des pavillons Président Kennedy, Sherbrooke et des Sciences biologiques. «L'idée derrière la Route bleue, c'est de rendre visibles les fontaines d'eau afin que les usagers des pavillons puissent connaître leur emplacement, explique Natacha Boisjoly, coordonnatrice du comité environnemental de l'Association étudiante du secteur des sciences de l'UQAM, à l'origine du projet. On veut ainsi offrir une alternative aux bouteilles d'eau, en rappelant aux étudiants et professeurs que l'eau du robinet est saine, qu'elle a bon goût, et surtout qu'elle est gratuite!»

L'idée de la Route bleue, d'après un design original du graphiste Corey Marshall, semble déjà remporter beaucoup de succès auprès des membres de la communauté uqamienne. «Le Centre sportif et la foire alimentaire du pavillon PK, entre autres, se sont montrés intéressés à mettre sur pied une Route bleue. Même le doyen de la Faculté des sciences, Mario Morin, aimerait en créer une au Décanat», déclare avec enthousiasme la coordonnatrice.

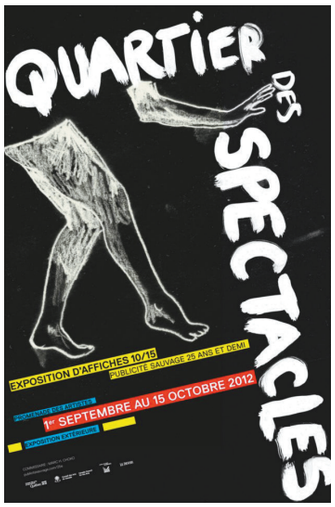
Autre initiative verte : le Café Fractal du Pavillon Sherbrooke, autogéré à 100 % par des étudiants, a cessé de vendre des bouteilles d'eau. Les employés du café proposent plutôt des bouteilles de jus recyclées remplies d'eau du robinet qu'ils mettent gratuitement à la disposition des usagers.

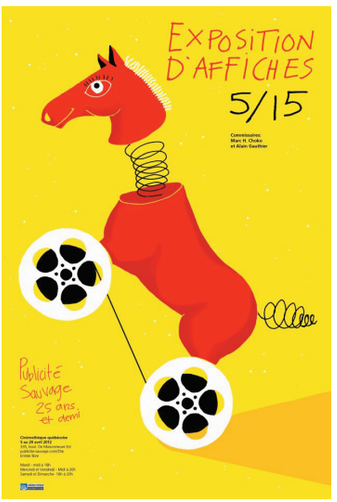
Selon l'équipe du Développement durable du Service de la prévention et de la sécurité, quelque 60 000 bouteilles d'eau ont été vendues sur le campus de l'Université, en 2010.

Afin de faire connaître la Route bleue et de souligner la Journée mondiale de l'eau le 22 mars prochain, le comité environnemental organisera plusieurs événements, durant la semaine du 15 au 22 mars, en collaboration avec Andrée Dionne du Centre sportif. Au programme, notamment : un opéra rock sur le thème de la réduction de bouteilles d'eau, écrit par nul autre que Natacha Boisjoly.

DÉFI PAPIER

L'équipe du Développement durable du Service de la prévention et de la sécurité a fait connaître récemment la liste des 14 unités académiques et administratives qui ont atteint l'objectif du Défi papier pour l'année 2010-2011, soit de réduire de 15 % leur consommation de papier de reprographie, soit le papier utilisé pour la photocopie, l'impression et la télécopie. Pour ce faire, la plupart des unités ont dû revoir leurs méthodes de travail. Ainsi, l'annuaire des cours produit par le Registrariat est, depuis deux ans, offert uniquement sur le Web. «La version papier comptait environ 1 000 pages, indique la registraire, Brigitte Groulx, et nous en imprimions quelque 2 000 exemplaires. Nous économisons environ 2 000 000 de pages imprimées!» Depuis 2011, les rapports sur les inscriptions transmis aux facultés et à l'ESG sont également présentés en version électronique. «Ainsi, les unités académiques peuvent imprimer la section du document électronique qui les intéresse seulement», illustre la registraire. De leur côté, les candidats sont maintenant environ 60 % à remplir un formulaire d'admission en ligne. ▮





Affiches d'Élizabeth Laferrière, Charlotte Demers-Labrecque, Sébastien Martineau et Alexandre Renzo.

25 ANS D'AFFICHES

Marc H. Choko, professeur à l'École de design, est le commissaire des 15 expositions d'affiches qui seront présentées dans différents lieux de Montréal, dont l'UQAM, au cours des prochains mois, à l'occasion des 25 ans de Publicité sauvage, une société d'affichage publicitaire. Le professeur a aussi dirigé la publication anniversaire *Publicité sauvage: 25 ans et demi*, qui propose près de 500 reproductions d'affiches de la vaste collection de l'entreprise et un historique de l'affichage à Montréal. Parmi les autres événements, mentionnons une conférence organisée en octobre prochain par la BAnQ et l'UQAM, ainsi que la création de 16 affiches originales imprimées à 40 000 exemplaires qui orneront les palissades montréalaises.

Fondée par l'artiste Baudoin Wart, Publicité Sauvage a pour mission d'offrir une visibilité à moindre coût aux organismes et aux événements culturels. L'entreprise, qui a réalisé quelque 40 000 campagnes d'affichage et compte une trentaine d'employés, a également contribué à la légalisation, en 1994, de l'affichage sur les palissades à Montréal.

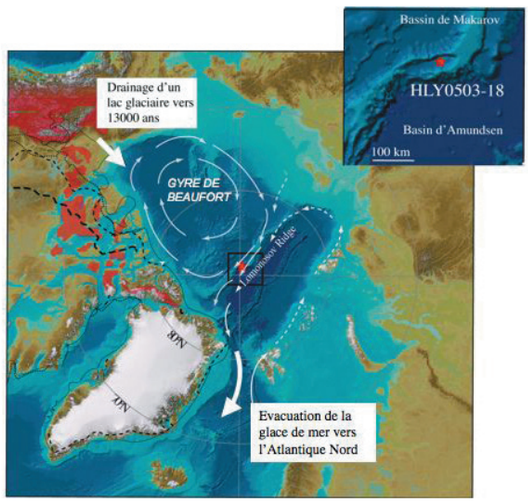
Les 15 expositions, dont chacune a un thème défini – affiches de films, affiches sociales, etc. –, proposent environ 700 affiches parmi les plus marquantes des 25 dernières années au Québec. Le chargé de cours Lino et le professeur Alfred Halasa, de l'École de design, les étudiantes Claudie Grenier-Côté et Élizabeth Laferrière, du baccalauréat en design graphique, ainsi que les diplômés en design graphique Stéphane Huot, Anouk Pennel et Raphaël Daudelin / Studio FEED, Alexandre Renzo, Chalotte Demers-Labrecque, Sébastien Martineau et Tomasz Walenta présenteront leurs affiches créées pour l'occasion. Intitulée *25 ans, 25 affiches*, la dernière exposition aura lieu à l'École de design du 12 novembre au 9 décembre prochains.

UN COUP DE FROID MAJEUR... IL Y A ENVIRON 13 000 ANS

Le professeur Claude Hillaire-Marcel, du Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère, et Christelle Not, diplômée du doctorat en sciences de l'environnement et postdoctorante à l'Université de Tokyo, sont les auteurs d'un article intitulé «Enhanced sea-ice export from the Arctic during the Younger Dryas», publié sur le site de recherche scientifique *Nature Communications*.

Au cours du réchauffement climatique qui a mis un terme à la dernière grande glaciation et conduit au climat actuel du globe, un coup de froid majeur s'est produit il y a de cela entre 12 000 et 13 000 ans. Il a été baptisé "Dryas récent" en raison de la réapparition d'une plante de toundra arctique ou d'altitude (Dryas octopetala) dans les enregistrements palynologiques (basés sur les spores et grains de pollen) des tourbières européennes couvrant l'intervalle.

«Cet épisode "froid" a longtemps attiré l'intérêt des chercheurs, notamment parce qu'il a été accompagné d'un ralentissement important de la circulation océanique et d'une progression méridionale de plus de 1 000 km du front polaire dans l'Atlantique Nord», explique Claude Hillaire-Marcel, titulaire de la Chaire UNESCO en Changement à l'échelle du globe, et membre du Centre de recherche en géochimie et géodynamique (GÉOTOP).



L'article démontre que l'épisode du «Dryas récent» correspond à une phase d'évacuation majeure de la glace de mer de l'Océan Arctique vers l'Atlantique Nord, susceptible d'expliquer l'extension du front polaire vers le sud et le ralentissement de la circulation océanique de l'Atlantique Nord, et donc le coup de froid important subi en particulier en Europe de l'Ouest. Cette réactivation de la production de glace de l'Arctique dans la mer de Beaufort, puis son évacuation à travers l'Arctique central, aurait été liée au drainage d'un lac glaciaire, le long du corridor de la rivière Mackenzie.

L'article de Not et Hillaire-Marcel confirme le rôle important de l'Océan Arctique dans le système climat-océan des hautes latitudes de l'Hémisphère Nord. Il met aussi en relief le fait que l'impact d'un apport d'eau douce accru sur la circulation dans l'Atlantique Nord est surtout significatif lorsqu'il passe par l'intermédiaire de la glace de mer. ▮

PLAN NORD : LES ENJEUX CULTURELS

DES CHERCHEURS DE L'UQAM ONT SOUMIS UN MÉMOIRE QUI PRÔNE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL DANS LE NORD DU QUÉBEC.

Claude **Gauvreau**

Les Cris de Mistissini, dans le nord du Québec, ont érigé une barricade pour empêcher le prolongement de la route 167 – premier jalon du Plan Nord de Jean Charest –, qui doit mener à des mines d'uranium et de diamant. Les Cris reprochent au gouvernement de les avoir ignorés dans l'octroi du contrat de construction et d'avoir empiété sur leur territoire de trappe sans même les dédommager ni même les prévenir.

Selon Daniel Arsenault, professeur au Département d'histoire de l'art, «le gouvernement doit interdire toute activité industrielle sur 50 % du territoire couvert par le Plan Nord et implanter un système de consultation continue avec les Premières nations, les Inuits et les communautés nordiques non-autochtones.» Avec ses collègues Yves Bergeron (histoire de l'art), Daniel Chartier (études littéraires) et Laurier Turgeon (Université Laval), cet anthropologue a soumis un mémoire au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Ce dernier a produit l'automne dernier un document de consultation faisant état de l'engagement gouvernemental à protéger l'environnement, la biodiversité et le patrimoine naturel sur la moitié du territoire concerné par le Plan Nord.

Les signataires du mémoire appuient les efforts visant à sauvegarder le patrimoine naturel mais considèrent que le document de consultation néglige l'importance de préserver les ressources culturelles dans une perspective de développement durable. «Outre leur biodiversité, leurs immenses réserves d'eau douce et leurs richesses forestières et minières, les régions nordiques du Québec recèlent un patrimoine culturel unique sur la planète, constitué notamment de sites historiques et archéologiques et de biens mobiliers de différentes époques, souligne Daniel Arsenault. Ces régions sont aussi habitées, depuis des centaines d'années, par des peuples autochtones et des collectivités de descendance européenne qui tiennent à préserver leurs langues, leurs cultures, et leurs savoir-faire, ainsi que certains aspects de leur mode de vie ancestral, dont ceux liés aux activités de chasse, de pêche ou de cueillette.»

Deux jeunes Cris revenant de la chasse près de Chisasibi dans le Nord du Québec.
Photo: Fenerty at en.wikipedia

«LE GOUVERNEMENT DOIT INTERDIRE TOUTE ACTIVITÉ D'EXPLOITATION FORESTIÈRE ET MINIÈRE SUR 50 % DU TERRITOIRE COUVERT PAR LE PLAN NORD ET IMPLANTER UN SYSTÈME DE CONSULTATION CONTINUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS, LES INUITS ET LES COMMUNAUTÉS NORDIQUES NON-AUTOCHTONES.»
— Daniel Arsenault, professeur au Département d'histoire de l'art

PLUS QUE DES MARCHANDISES

Brièvement évoqué dans le document du ministère, le patrimoine culturel est surtout considéré pour ses retombées économiques, déplore le professeur. «Le patrimoine autochtone, on le sait, peut contribuer au développement du tourisme culturel, lequel représente une importante source de revenus. Cependant, les biens patrimoniaux sont bien plus que des marchandises. Aux yeux des communautés nordiques, ce sont aussi des outils d'affirmation identitaire et de transmission culturelle pour les générations actuelles et à venir. Les multiples témoignages historiques – villages, campements, cimetières, sites de peintures et de gravures, sentiers de portage, infrastructures industrielles – forment un patrimoine culturel irremplaçable qui mérite d'être reconnu, protégé et valorisé.»

Le mémoire recommande par ailleurs la mise en œuvre d'un programme d'évaluation du potentiel patrimonial du Nord québécois, en partenariat avec les peuples autochtones, les autres communautés nordiques et les spécialistes du domaine. «Il reste à identifier et à découvrir plusieurs sites et monuments historiques, ainsi que des biens mobiliers d'importance artistique et architecturale, observe Daniel Arsenault. C'est pourquoi nous proposons que des inventaires archéologiques et ethnologiques soient effectués, conformément à l'esprit de la Loi sur le patrimoine culturel québécois.»

DES ZONES GRISES

De nombreux projets de développement, appuyés par des capitaux nationaux et étrangers, sont prévus dans le cadre du Plan Nord. Selon le document de consultation du ministère, le gouvernement envisage la mise en place d'aires protégées (12 %) et de zones de conservation (38 %) sur 50 % du territoire visé. «Le document demeure toutefois ambigu, souligne le professeur, car il indique que les activités d'exploitation forestière et d'exploration minière n'entraînant pas d'impacts significatifs sur la biodiversité et les écosystèmes seront autorisées. De plus, il n'y a pas un mot concernant les impacts possibles sur le patrimoine culturel.»

Daniel Arsenault souhaite envoyer une lettre aux journaux, appuyée par des chercheurs de différentes universités, qui reprendrait les grandes lignes du mémoire, avant la tenue d'une commission parlementaire préalable à l'adoption d'un projet de loi en 2012. «Le Plan Nord suscite un intérêt grandissant au sein de la communauté universitaire, souligne l'anthropologue. En décembre dernier, des professeurs de différentes facultés de l'UQAM se sont réunis pour réfléchir à des projets de recherche rassembleurs en lien avec le Plan Nord.» Lui-même est responsable d'un projet de recherche international sur la patrimonialisation des biens culturels autochtones. D'une durée de quatre ans, ce projet regroupe une vingtaine de chercheurs du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Afrique du Sud, de Scandinavie, des États-Unis et d'Amérique latine. ▮

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

DES SERVICES DE GARDE POUR TOUS?

UNE RÉCENTE ÉTUDE DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC LÈVE LE VOILE SUR L'UTILISATION DES SERVICES DE GARDE EN LIEN AVEC L'INDICE DE DÉFAVORISATION.

Pierre-Etienne **Caza**

Les familles de milieux défavorisés ont-elles plus de difficulté à avoir accès à un service de garde pour leurs enfants que les familles de milieux aisés? «Oui», répond Nathalie Bigras. La professeure du Département de didactique est la première auteure de l'étude intitulée *Utilisation et préférences des familles quant à la garde régulière de leurs jeunes enfants selon l'indice de défavorisation*, publiée en novembre dernier par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

L'objectif de l'étude était de décrire les relations entre l'utilisation et les préférences des familles en matière de services de garde et l'indice de défavorisation matérielle et sociale (IDMS – voir encadré). «C'était une étude attendue, souligne Nathalie Bigras, car plusieurs intervenants dans le domaine ont l'impression depuis plusieurs années que les familles les plus vulnérables sur les plans matériel et social ont moins accès aux services de garde. C'est le cas, mais l'écart, d'environ 10 %, est beaucoup moins important que ce que l'on croyait.»

Photo: istockphoto.com

Cette étude, confiée à l'ISQ par le ministère de la Famille et des Aînés, s'appuie sur les données recueillies en 2009 dans le cadre de l'*Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde* (EUSG). «C'est la première fois que nous croisons ces données avec l'IDMS», note Nathalie Bigras.

«AUTREFOIS, LORSQUE LES ENFANTS ÉTAIENT ÂGÉS DE MOINS DE DEUX ANS, LES PARENTS PRÉFÉRAIENT LA GARDE AU DOMICILE OU LE SERVICE DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL. CE N'EST PLUS LE CAS. LA TENDANCE SE DESSINE AUTREMENT : ON OBSERVE QUE LES PARENTS SE TOURNENT DE PLUS EN PLUS VERS LES CPE OU LA GARDERIE, MÊME POUR LES JEUNES ENFANTS.»
— Nathalie Bigras, professeure au Département de didactique

LES RÉSULTATS

L'échantillon, composé de 11 161 familles comprenant 14 745 enfants âgés de moins de cinq ans, est représentatif d'une réalité québécoise qui a changé depuis une quinzaine d'années, note la chercheuse. «Autrefois, lorsque les enfants étaient âgés de moins de deux ans, les parents préféraient la garde au domicile ou le service de garde en milieu familial. Ce n'est plus le cas. La tendance se dessine autrement : si on ne considère pas l'IDMS, on observe que les parents se tournent de plus en plus vers les CPE ou la garderie, même pour les jeunes enfants.» Cela tiendrait à plusieurs facteurs, dont une meilleure connaissance de la part des parents de la qualité des services de garde en CPE et en garderie. «Cela demeure une hypothèse qui reste à vérifier», souligne toutefois la chercheuse.

En appliquant les indices de l'IDMS, un autre élément a surpris la professeure : les familles vivant dans un milieu très favorable préfèrent le domicile (pour les enfants de un an et de moins de un an) et le milieu familial à 7 $ (deux ans et moins), tandis que la préférence des familles vivant dans les conditions les plus défavorables va à la garderie ou au CPE à 7 $, et ce, pour les enfants de trois ans et moins. «Il s'agit là d'une tendance inversée comparativement à ce que l'on observait il y a une quinzaine d'années, note-t-elle. Auparavant, les parents issus de milieux favorisés privilégiaient les CPE et ceux issus de milieux défavorisés préféraient la garde à domicile ou en milieu familial.»

RETOMBÉES

Nathalie Bigras souhaite effectuer des analyses secondaires afin d'expliquer en détails les résultats obtenus et tenter de comprendre les raisons derrière ces préférences parentales. Quant à la présente étude, elle ne peut qu'espérer obtenir des échos favorables. «Une étude comme celle-ci doit en principe aider le ministère à mieux répartir l'offre de services de garde à travers le Québec. Va-t-il en tenir compte ? Il s'agit de décisions politiques», conclut la chercheuse, déjà impliquée dans une autre enquête ministérielle qui devrait débuter l'an prochain et qui portera sur la qualité des services de garde. ▮

L'INDICE DE DÉFAVORISATION

L'indice de défavorisation matérielle et sociale (IDMS) catégorise les familles selon l'environnement dans lequel elles vivent, c'est-à-dire les conditions socioéconomiques (scolarité, ratio emploi/population et revenu moyen) et sociodémographiques (proportion de personnes vivant seules, séparées, divorcées ou veuves, familles monoparentales) des quartiers dans lesquels elles habitent. «On parle ainsi de familles vivant dans un milieu plus ou moins défavorable par rapport aux autres milieux de vie du Québec, et non de familles défavorisées», précise Nathalie Bigras.

À partir de ces données, cinq catégories ont été créées : conditions favorables (1), moyennes (2), défavorables socialement mais pas matériellement (3), défavorables matériellement mais pas socialement (4) et défavorables matériellement et socialement (5). «Pour assigner un indice de défavorisation à chaque famille, on utilise le code postal du lieu de résidence», explique la chercheuse.

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

ENTRE LA VIE ET LA MORT

MÉLANIE VACHON PRÔNE UNE APPROCHE HUMANISTE DES SOINS PALLIATIFS.

Mélanie Vachon, professeure au Département de psychologie. | Photo: Nathalie St-Pierre

Claude **Gauvreau**

Les patients en fin de vie, leurs proches et le personnel soignant qui les accompagne sont confrontés quotidiennement à la mort. Comment vivent-ils cette expérience des plus éprouvantes ? Cette question, peu étudiée jusqu'à maintenant, est au cœur des recherches de Mélanie Vachon, professeure au Département de psychologie.

Membre du Centre de recherche sur le suicide et l'euthanasie (CRISE) et psychologue clinicienne à l'unité de soins palliatifs de l'Hôpital général de Montréal depuis 2009, cette jeune chercheuse a été embauchée en décembre 2010, quelques mois à peine après avoir soutenu sa thèse de doctorat à l'Université de Montréal. «Je voulais venir à l'UQAM en raison de l'importance accordée ici au travail clinique, dit-elle. Pour moi, la recherche universitaire et le travail de terrain se nourrissent mutuellement.»

Intéressée par les questions du deuil, de la souffrance traumatique et des soins palliatifs, Mélanie Vachon déplore que la mort fasse l'objet d'un déni dans notre société. «La maladie, la vieillesse et l'état de dépendance qui en découle nous apparaissent dépourvus de sens. La médecine moderne cherche à prolonger la vie en développant sans cesse de nouvelles approches thérapeutiques, parfois au détriment de la qualité de vie des malades. La mort est même perçue comme un échec médical, alors qu'elle est un phénomène naturel et inéluctable.»

> « ALORS QUE LES BESOINS EN SOINS PALLIATIFS SONT GRANDS ET APPELÉS À CROÎTRE DANS NOTRE SOCIÉTÉ VIEILLISSANTE, SEULE UNE MINORITÉ D'HÔPITAUX AU QUÉBEC POSSÈDE UNE UNITÉ DE SOINS SPÉCIALISÉS EN LA MATIÈRE. »

À L'ÉCOUTE DE LA SOUFFRANCE

Dans le cadre de sa thèse de doctorat, la psychologue s'est penchée sur l'expérience de confrontation à la mort que vivent les infirmières en oncologie. Au moyen d'entrevues individuelles et de rencontres de groupe, elle a abordé avec elles les thèmes de la souffrance, de la finitude et du sens qui peut leur être donné. «Plusieurs infirmières vivent un condensé d'émotions paradoxales qui oscillent entre la souffrance psychologique et la volonté de réinvestir dans la vie, observe Mélanie Vachon. Exposées quotidiennement à la détresse des patients et de leurs familles, elles éprouvent un stress émotionnel et des sentiments d'angoisse et d'impuissance». Cette expérience, qui les renvoie à la fragilité de la vie et à leur propre finitude, s'avère par ailleurs enrichissante, poursuit la chercheuse. «Elle leur permet d'avoir des échanges authentiques avec des personnes vivant des émotions extrêmes, de développer leur sens de l'entraide, de l'empathie et de la compassion, et d'apprécier pleinement la valeur de la vie.»

Selon Mélanie Vachon, les membres du personnel soignant devraient disposer d'espaces de réflexion et d'échanges pour que leurs sentiments légitimes de peur et d'anxiété soient entendus, compris et respectés. «Cela aurait des effets bénéfiques sur leur propre bien-être et, indirectement, sur la qualité des soins prodigués aux patients.»

FAIRE UNE PLACE À LA MORT

La professeure travaille à deux nouveaux projets de recherche. Le premier porte sur la possibilité d'implanter une approche palliative dans les unités de soins intensifs. «La sensibilisation aux soins palliatifs doit s'étendre à d'autres unités, soins intensifs et urgence, dans les établissements de santé», souligne Mélanie Vachon. L'autre projet concerne la transition des soins curatifs aux soins palliatifs. «Plusieurs malades éprouvent un choc douloureux quand on leur annonce qu'il n'y a plus de traitement curatif possible et qu'il faut désormais recourir aux soins palliatifs. Des oncologues ayant suivi leurs patients pendant trois ou cinq ans n'ont souvent plus de liens avec eux à partir du moment où ils entrent en soins palliatifs. Plusieurs malades vivent cela comme une forme d'abandon.»

Dans un système de santé où la médecine se consacre essentiellement au maintien et au prolongement de la vie, il est difficile de faire une place aux patients en fin de vie. «Les ressources étant limitées, il est normal que l'on investisse d'abord pour sauver des vies, note la psychologue. Cela dit, alors que les besoins en soins palliatifs sont grands et appelés à croître dans notre société vieillissante, seule une minorité d'hôpitaux au Québec possède une unité de soins spécialisés en la matière.»

Mélanie Vachon croit en une approche globale, et plus humaine, des soins palliatifs. «On doit non seulement soulager la douleur physique des patients, mais aussi apaiser leur souffrance psychologique, s'intéresser à leurs problèmes financiers, à la garde des enfants pendant l'hospitalisation et même aux blessures du passé mal soignées. Il faut leur permettre de vivre dans le plus grand confort possible jusqu'à leur mort.» ▮

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

ZOOM

PLAN D'ACTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Sur la photo, on aperçoit, de gauche à droite : Patrick Bonin, directeur climat-énergie, AQLPA, Luc Ouimet, animateur des échanges, Yves Mauffette, vice-recteur à la Recherche et à la création, Pierre Arcand, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Louise Vandelac, directrice de l'Institut des sciences de l'environnement, et André Bélisle, président de l'AQLPA.
Photo: Nathalie St-Pierre

L'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM et l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), en collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), ont tenu une rencontre consultative dans le cadre de l'élaboration du prochain Plan d'action sur les changements climatiques du Québec 2013-2020 (PACC2020) du gouvernement du Québec. Cette rencontre a eu lieu à l'UQAM le 30 janvier dernier.

La rencontre avait pour objectifs de permettre aux spécialistes de prendre connaissance de l'état d'avancement du Plan d'action; de permettre au MDDEP de recueillir les commentaires de spécialistes sur certains enjeux qui lui sont reliés et leurs suggestions quant aux mesures pouvant s'y retrouver en matière de réduction d'émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques; de favoriser les interactions entre spécialistes et de dégager des consensus sur le sujet.

CHEVALIER DE L'ORDRE DES ARTS ET DES LETTRES

La professeure **Esther Trépanier**, du Département d'histoire de l'art, qui a été directrice générale du Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ) de 2008 à 2011, a reçu le titre de Chevalier de l'Ordre des arts et des lettres au consulat général de France à Québec. Diplômée de l'UQAM (B.Sp. philosophie, 1973; M.A. études des arts, 1984), Esther Trépanier est membre de la Société royale du Canada. Elle a conceptualisé la question de la modernité dans l'art québécois de l'entre-deux-guerres et mis en lumière la contribution des femmes dans l'art québécois, ainsi que celle des artistes anglophones et juifs dans la peinture moderne montréalaise. Celle qui a été aussi directrice de l'École supérieure de mode de Montréal a œuvré, à titre de collaboratrice ou de commissaire, à la réalisation de nombreuses expositions d'art québécois pour différents musées.

MEILLEUR ARTICLE 2010

Le professeur **Cataldo Zuccaro**, du Département de marketing de l'ESG UQAM, a remporté le prix du meilleur article 2010 de la Marketing Research Society (MRS). Son article, «Statistical Alchemy. The Misuse of Factor Scores in Multiple Linear Regression», a été publié dans la revue officielle de la MRS, *The International Journal of Market Research*. Présente dans plus de 70 pays, la MRS est la plus importante association de chercheurs et de cabinets de recherche en marketing au monde. L'article s'intéresse notamment à des techniques statistiques parmi les plus utilisées dans les recherches en marketing : la régression linéaire et l'analyse factorielle.

MÉDAILLES D'OR

La nouvelle représentante des Citadins sur le circuit d'athlétisme universitaire du Réseau du sport étudiant du Québec, **Noémie Forget**, a brillé lors de sa première compétition saisonnière de saut à la perche, qui avait lieu au PEPS de l'Université Laval, le 21 janvier. L'étudiante au baccalauréat en administration a remporté l'or grâce à un saut de 3 mètres 60. En plus d'obtenir le meilleur résultat, Noémie Forget a battu son propre record.

Sandra Sassine a remporté une médaille d'or lors de la compétition du circuit canadien senior d'escrime, qui avait lieu à Montréal le 29 janvier. L'étudiante au baccalauréat d'intervention en activité physique avait également remporté une médaille d'or le 8 janvier au championnat du Québec senior et s'était classée au 16e rang lors de la North American Cup, disputée à Portland, aux États-Unis, le 14 janvier. Sandra Sassine est en excellente position pour se qualifier aux Jeux de Londres. Elle n'a qu'à conserver son avance sur ses plus proches rivales lors des quatre compétitions internationales au programme d'ici la fin de la saison. Son prochain défi sera le Grand Prix de la Coupe du Monde qui aura lieu à Orléans, en France, le 11 février prochain.

PLUS DE 830 000 $ EN BOURSES D'EXCELLENCE

La Faculté des sciences humaines, le Fonds d'accessibilité à la réussite des études (FARE) et la Fondation de l'UQAM ont annoncé l'attribution de 213 bourses d'excellence d'une valeur totale de 835 150 $. La majorité d'entre elles ont été remises le 24 janvier dernier et les autres le seront au cours des prochaines semaines. À l'exception des bourses d'entrée destinées à des étudiants de premier cycle, les autres visent à récompenser les étudiants des cycles supérieurs de la Faculté des sciences humaines qui se distinguent par l'excellence de leurs résultats académiques. Parmi ces bourses, certaines sont des bourses de fin d'études et des bourses de participation à des rencontres scientifiques.

PREMIER MARATHON INTÉRIEUR DE MONTRÉAL

Le premier marathon intérieur de Montréal avait lieu les 28 et 29 janvier au Centre sportif de l'UQAM. Organisé par **Steve Moisan**, un diplômé de la maîtrise en administration des affaires, l'événement a attiré une soixantaine de coureurs en deux jours. Les coureurs ont complété 274 tours de la piste du Centre sportif, soit un peu plus de 42 km. Le marathon le plus rapide a été complété par Robin Richard-Campeau, en un temps d'environ trois heures vingt minutes. Steve Moisan souhaite que son événement prenne de l'expansion et propose qu'il se tienne dans cinq villes dès l'an prochain. «C'est agréable de briser la monotonie de l'hiver en venant courir dans une ambiance intime entouré de passionnés», ajoute le diplômé de l'UQAM.

SUR LE BOUT DE LA LANGUE

LE PASSÉ SIMPLE

Connaissez-vous vos classiques ? Conjuguez les verbes suivants au passé simple.

Conclure, 1re pluriel

Dire, 2e pluriel

Entendre, 1re singulier

Aller, 2e pluriel

Voir, 1re pluriel

Prendre, 3e pluriel

Savoir, 2e pluriel

Tenir, 3e singulier

Il fut un temps où le passé simple était plus en vogue qu'aujourd'hui. À l'heure actuelle, quelques expressions persistent dans l'usage oral soigné : ainsi, *il fut un temps, s'il en fut*. À l'écrit, ce temps est utilisé dans les narrations en registre soutenu et dans les textes journalistiques, où la troisième personne l'emporte souvent. Les formes de la première et de la deuxième personne du pluriel, en particulier, se sont teintées d'une consonance démodée.

Seules ces deux formes prennent un accent circonflexe, que les rectifications orthographiques de 1990 leur ont d'ailleurs laissé : *nous écoutâmes, vous écoutâtes, nous finîmes, vous finîtes*, etc. Les formes de la 3e personne du singulier *fut, eut, dut, sut*, etc. n'en prennent jamais, à moins qu'il ne s'agisse des formes homophones du subjonctif imparfait (*fût, eût, dût, sût*, etc.), formes encore moins en usage que celles du passé simple ! On notera en particulier l'expression *qui l'eût cru*, qui utilise le subjonctif plus-que-parfait du verbe *croire*.

Le passé simple est employé pour faire référence à des événements passés sans relation avec le présent (*la guerre prit fin le 11 novembre*) et dont la durée est nettement délimitée (*la bombe éclata; ils dormirent huit heures*). Lorsque ce temps était davantage en vogue, les grammaires précisaient que le passé simple ne pouvait être utilisé pour des faits appartenant à la journée même et opposaient ainsi l'emploi du passé simple à celui du passé composé : *nous mangeâmes ensemble hier soir; nous avons déjeuné chacun de notre côté ce matin*.

CORRIGÉ : *Nous conclûmes; vous dîtes; j'entendis; vous allâtes; nous vîmes; ils prirent; vous sûtes; il tint.*

En collaboration avec Sophie Piron, professeure au Département de linguistique

AVIS DE RECHERCHE

DIABÈTE ET EXERCICE

Si vous êtes diabétique de type II ou prédiabétique, un homme âgé de plus de 55 ans ou une femme ménopausée, en surpoids (IMC entre 25 et 40 kg/m2), non-fumeur, sédentaire, vous êtes invité à participer à une étude portant sur l'effet de l'exercice dans la prévention du diabète de type II.

Les personnes intéressées doivent communiquer avec Annie par courriel : diabete.exercice@hotmail.ca ou par téléphone : 514 987-3000, poste 8937.

DEUX PUBLICATIONS POUR CHENGHUI PENG

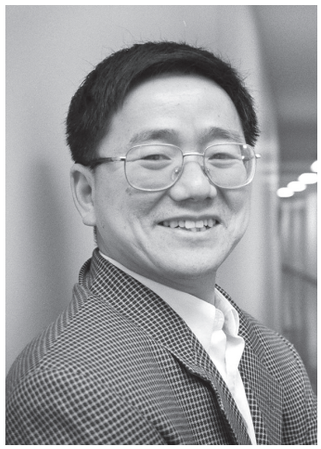


Photo: Nathalie St-Pierre

Changhui Peng, professeur au Département des sciences biologiques et à l'Institut des sciences de l'environnement, est l'auteur principal d'un article publié récemment sur le site Web de la revue *Nature Climate Change*. Il est également coauteur d'un second article publié sur le site Web de la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

TRAITEMENT DES EAUX ET BIOCARBURANT

Intitulé «Constructed wetlands as biofuel production systems», le premier article démontre les bénéfices de la construction de milieux humides artificiels pour traiter les eaux usées et produire des biocarburants.

Le professeur Chenghui Peng et ses collègues ont testé le potentiel des milieux humides artificiels à Hangzhou, en Chine, sur un site historique qui abrite un étang de poissons et qui constitue une attraction touristique depuis plusieurs siècles. En 1999, les autorités ont dû fermer l'étang en raison de la pollution de l'eau. En 2001, un milieu humide artificiel de 600 mètres carrés a été construit, avec 86 espèces de plantes, ainsi que des serpents et des oiseaux. Ce marais artificiel était composé de deux couches de gravier et d'une couche supérieure de sable. L'étang pollué était alimenté par l'eau «traitée» par le milieu humide artificiel. Après un an, les résultats étaient spectaculaires : les poissons étaient de retour dans l'étang et l'eau n'était plus polluée.

Le chercheur et ses collègues ont également testé la production de biocarburant dans cinq autres milieux humides artificiels en Chine. Douze parcelles de marais artificiels contenant 30 espèces de plantes ont été «engraissées» avec des eaux usées domestiques, explique le professeur. «Nos résultats démontrent que, en plus de traiter les eaux usées, le rendement énergétique de la biomasse produite par les milieux humides artificiels construits est deux à huit fois plus important que celui des systèmes traditionnels de production de biocarburant. En imaginant que tous les déchets azotés de Chine pourraient être traités dans des milieux humides artificiels, la production de biocarburant pourrait remplacer 6,7 % de la consommation nationale d'essence.»

LA FORÊT BORÉALE ET LE CARBONE

Intitulé «Regional Drought-Induced Reduction in the Biomass Carbon Sink of Canada's Boreal Forests», le second article démontre les effets des sécheresses sur la biomasse de la forêt boréale canadienne.

Les forêts boréales jouent un rôle crucial dans le bilan de carbone de la planète. Toutefois, des observations récentes suggèrent que les changements climatiques pourraient fragiliser cet équilibre. En effet, la réduction de la biomasse due aux sécheresses et aux températures élevées menace l'important puits de carbone que représente la forêt boréale. Le professeur Peng et ses collègues ont étudié des données provenant de 96 parcelles d'échantillonnage, situées à travers la forêt boréale canadienne, dans l'ouest (Alberta, Saskatchewan et Manitoba) et dans l'est (Ontario et Québec). Les parcelles contenaient au total 22 425 arbres vivants. Plus de 74 556 observations de données y ont été effectuées entre 1963 et 2008.

Les chercheurs observent qu'au cours des dernières décennies, le taux de biomasse a diminué significativement dans l'ouest du pays, mais pas dans l'est. Leurs résultats révèlent que les récents changements climatiques, et particulièrement la pénurie d'eau due aux sécheresses qui ont frappé plus durement l'ouest du pays, sont la cause principale de la diminution de la biomasse. Si celles-ci gagnent en intensité, la forêt boréale de l'Ouest canadien pourrait devenir une source nette de dioxyde de carbone. ▮

SUR LE CAMPUS

D L **M** M J V S

7 FÉVRIER

GALERIE DE L'UQAM

Expositions : «Loin des yeux près du corps» et «Nadia Seboussi. Le dernier été de la raison», jusqu'au 18 février.
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.
Renseignements : 514 987-6150
www.galerie.uqam.ca

DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION ET FORMATION SPÉCIALISÉES

Midis recherche : «Comment faciliter le développement du vocabulaire chez les jeunes enfants à risque? Une approche basée sur la recherche», de 12h30 à 13h45.
Participante : Christa Japel, professeure au Département d'éducation et formation spécialisées.
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-1010 (Didacthèque).
Renseignements :
Azzeddine Marhraoui
514 987-3000, poste 3359
marhraoui.azzeddine@uqam.ca

L'ASSOCIATION DES ÉTUDES DU PROCHE-ORIENT ANCIEN (AEPOA)

Conférence : «Représentations votives pour la "Dame de Vie" : iconographie des bols de faïence du Nouvel Empire», de 12h30 à 13h30.
Conférencière : Abigaëlle Richard, Département d'anthropologie de l'Université de Montréal.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-4375.
Renseignements : Jean Revez
514 987-3000, poste 7826
revez.jean@uqam.ca
www.aepoa.uqam.ca

D L M **M** J V S

8 FÉVRIER

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉÂTRE

Conférence : «Sound and Vision: The Audio-Visual Economy of Musical Performance», de 14h à 17h.
Conférencier : Philip Auslander, professeur à la School of Literature Communication and Culture de la Georgia Institute of Technology.
Pavillon Paul-Gérin-Lajoie, salle N-M120.
Renseignements : Josette Féral
feral.josette@uqam.ca

GROUPE DE RECHERCHE EN ÉDUCATION ET FORMATION RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT

Conférence : «Enjeux éthiques, démocratiques et cadre légal : l'évaluation environnementale stratégique en question», de 18h à 20h30.
Conférenciers : Michel Bélanger, président de Nature Québec, Alain Denault, essayiste, Jonathan Durand-Folco, doctorant en philosophie de l'Université Laval, et autres invités.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements : Hugue Asselin
info@collectif-scientifique-gaz-de-schiste.com

D L M M **J** V S

9 FÉVRIER

CHAIRE DE GESTION DE PROJET

Conférence: «Représentations du savoir et processus sociaux dans les équipes de projet d'innovation», de 17h30 à 20h.
Conférencier : Serghei Floricel, professeur au Département de management et technologie de l'ESG UQAM.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-M204.
Renseignements :
Brian Hobbs
hobbs.brian@uqam.ca
www.chairegp.uqam.ca

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉÂTRE

L'Expo scéno, jusqu'au 17 février, à 18h.
L'exposition présente les travaux des étudiants en scénographie de l'École supérieure de théâtre.
Pavillon Judith-Jasmin, studio-théâtre Alfred-Laliberté (J-M500).
Renseignements :
Anne-Sara Gendron
514 992-9104
annesaragendron@hotmail.com

D L M M J **V** S

10 FÉVRIER

ISC (INSTITUT DES SCIENCES COGNITIVES)

Conférence : «Communautés et créativité dans la ville», de 15h à 17h.
Conférencier : Patrick Cohendet, professeur à HEC Montréal.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1050.
Renseignements :
Guillaume Chicoisne
514 987-3000, poste 4374
chicoisne.guillaume@uqam.ca
www.isc.uqam.ca

D **L** M M J V S

13 FÉVRIER

CHAIRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Colloque : «Enjeux et gouvernance du développement des ressources en milieu nordique», de 8h30 à 19h.
Conférenciers: Michel Bouchard de l'École Polytechnique de Montréal, Jean-Marc Carpentier, vulgarisateur scientifique, Michel Jébrak, cotitulaire de la Chaire en entrepreneuriat minier UQAT-UQAM, et plusieurs autres.
Renseignements :
Lysiane Roch
514 277-4843
roch.lysiane@uqam.ca
www.crsdd.uqam.ca

D L **M** M J V S

14 FÉVRIER

CERB (CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE BRÉSIL, UQAM)

Midis Brésil "brunché" : «Les défis de l'implantation du Statut de la ville au Brésil», de 12h30 à 14h.
Conférencier: Elson Manoel Pereira, professeur au Département de géographie de l'Université fédérale de Santa Catarina.
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-1060.
Renseignements :
Catherine Rodriguez
514 987-3000, poste 8207
brasil@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/bresil

DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE

Conférence : «Méthode d'évaluation environnementale ligne et poste d'Hydro-Québec : démarche type et étude de cas», de 14h à 16h.
Participant : Jean Hébert, chargé de projet en environnement pour Hydro-Québec Équipement.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-4240.
Renseignements :
Hassane Djibrilla Cisse
514 987 3000, poste 3900
djibrilla_cisse.hassane@uqam.ca
www.geo.uqam.ca

D L M **M** J V S

15 FÉVRIER

CENTRE DE DESIGN DE L'UQAM

Exposition et publication : «Émergences | Territoire et architectonique», œuvres de Börkur Bergmann, architecte et professeur à l'École de design, du 16 février au 15 avril, de 12h à 18h.
Vernissage : mercredi 15 février, 18h.
Pavillon de Design, 1440, rue Sanguinet, salle DE-R200.
Renseignements :
www.centredesign.com

ISS (INSTITUT SANTÉ ET SOCIÉTÉ)

Conférence : «Les approches écosystémiques de la santé : comprendre les interactions entre l'environnement et la santé», de 12h30 à 13h30.
Conférencière : Johanne Saint-Charles, professeure au Département de communication sociale et publique et directrice du CINBIOSE.
Pavillon Judith-Jasmin, salle des Boiseries (J-2805).
Renseignements :
Mireille Plourde
514 987-3000, poste 2250
plourde.mireille@uqam.ca
www.iss.uqam.ca

IREF (INSTITUT DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES FÉMINISTES)

Conférence : «La diversité ethnoculturelle et la participation politique des femmes : un survol canadien», de 12h30 à 14h.
Conférencière : Allison Harell, professeure au Département de science politique et membre de l'IREF.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-4880.
Renseignements :
Céline O'Dowd
514 987-3000, poste: 6587
iref@uqam.ca
www.iref.uqam.ca

LABORATOIRE D'HISTOIRE ET DE PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Conférence : «Une métropole et ses rapports avec l'eau : histoire et patrimoine», de 17h à 19h.
Conférencières : Michèle Dagenais, professeure au Département d'histoire de l'Université de Montréal et Anne-Marie Dufour, architecte à la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
Geneviève Létourneau-G.
514 987-3000, poste 5022
www.lhpm.uqam.ca

D L M M **J** V S

16 FÉVRIER

CHAIRE RAOUL-DANDURAND EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Colloque : «Le printemps arabe, un an après : changements politiques et nouveaux acteurs?», de 8h45 à 20h.
Conférenciers : Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand, Jean-François Lépine, président de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Sami Aoun, professeur de science politique à l'Université de

Sherbrooke, et plusieurs autres.
Cœur des sciences,
agora Hydro-Québec.
Renseignements :
Marie-Hélène Pozzar
514 987-6781
www.dandurand.uqam.ca

D L M M J **V** S

17 FÉVRIER

CEIM (CENTRE D'ÉTUDES SUR L'INTÉGRATION ET LA MONDIALISATION)
Conférence : «Une réflexion à mi-parcours sur l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne», de 10h à 12h30.
Conférencier : Erick Duchesne, professeur au Département de science politique de l'Université Laval et membre de l'Institut québécois des hautes études internationales.
Présidence : Christian Deblock, professeur au Département de science politique et directeur du CEIM.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.
Renseignements :
Victor Alexandre Reyes Bruneau
514 987-3000, poste 3910
reyes_bruneau.victor_alexandre@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca/

CIRST (CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE)
Conférence : «La valorisation commerciale de la recherche universitaire : principes, modalités et enjeux», de 12h30 à 14h.
Conférencier : Jean Bernatchez de l'Unité départementale des sciences de l'éducation, de l'Université du Québec à Rimouski.
Pavillon Paul-Gérin-Lajoie, salle N-8150.
Renseignements :
Martine Foisy
514 987-3000, poste 6584
foisy.martine@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

SUDOKU

Solution : www.journal.uqam.ca

4		6				9		
			3	9		1		
1				2			5	
5	8				9			
	4		7		8		2	
			2				9	5
	3			6				7
		1		8	5			
		4				5		9

Remplir une grille de 9 x 9 cases avec les chiffres de 1 à 9 de façon à ce que chacun n'apparaisse qu'une fois dans une colonne, une ligne ou un grand carré.

LA SCIENCE AUTREMENT

RENDRE LA SCIENCE PLUS ATTIRANTE ET PROCHE DES JEUNES, VOILÀ LE PRINCIPAL DÉFI DE LA NOUVELLE CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'INTÉRÊT DES JEUNES À L'ÉGARD DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE.

Valérie **Martin**

Lorsqu'il est question de sciences et de technologie, la plupart des élèves du secondaire, et même du primaire, font la grimace. «Selon eux, un scientifique a les cheveux blancs, porte un sarrau et travaille seul dans un milieu clos. Ce qu'il fait de ses journées, les élèves ne le savent pas trop, mais ils ne veulent surtout pas lui ressembler!», regrette Patrice Potvin, professeur au Département de didactique et cotitulaire de la Chaire de recherche sur l'intérêt des jeunes à l'égard des sciences et de la technologie, une nouvelle chaire qu'il dirigera aux côtés d'Abdelkrim Hasni, professeur à l'Université de Sherbrooke, et dont la création a été rendue possible grâce à la collaboration de neuf commissions scolaires de l'Estrie, des Laurentides, de la Montérégie et de la région de Montréal.

Les recherches porteront sur les facteurs scolaires comme les méthodes d'enseignement, les contenus pédagogiques, les outils d'apprentissage et la formation des enseignants qui peuvent jouer un rôle dans l'intérêt ou le désintérêt des jeunes pour les sciences et la technologie. «Nous allons concentrer nos efforts sur ce qui se passe en classe et travailler étroitement avec les enseignants, les parents, les orienteurs scientifiques et les directeurs d'écoles dans le but de recueillir entre autres leurs perceptions sur la question», précise Patrice Potvin.

Pour piquer la curiosité des élèves, la science doit pouvoir être *vécue* en classe, croit le professeur. «Si on leur propose de créer un protocole scientifique pour trouver l'essuie-tout le plus absorbant, les écoliers auront pour tâches de chercher, d'expérimenter et de construire un argumentaire solide. Tout ça relève de l'expérience scientifique. Si on s'en tient à enseigner les résultats de recherche, les écoliers ne se sentiront pas interpellés, ils pourraient même se sentir écrasés, comme si la science n'était pas à leur portée.»

La chaire a pour but de stimuler les jeunes à choisir une carrière scientifique. Depuis 15 ans, rappelle le professeur, on note une baisse des inscriptions en science, au secondaire et au postsecondaire, et ce, dans l'ensemble des pays de l'OCDE. «Cette situation fait en sorte qu'il y a de moins en moins de personnel qualifié et de plus en plus de besoins. C'est une perte pour la société», déplore-t-il.

ÉDUCATION DES ADULTES

Le programme court de deuxième cycle en didactique de la science et de la technologie au secondaire s'adresse aux enseignants qui souhaitent mettre à jour leurs connaissances dans le domaine et mieux comprendre les nouvelles approches et méthodes d'apprentissages préconisées dans l'enseignement des sciences (approche par compétences, apprentissage par problèmes et par projets, multidisciplinarité et intégration des savoirs technologiques). Offert à temps partiel par la Faculté des sciences de l'éducation et la Faculté des sciences, en collaboration avec l'École de technologie supérieure (ÉTS), ce programme accueille depuis un an une cohorte spéciale formée d'une quinzaine d'étudiants. «Ce sont des enseignants, des formateurs-accompagnateurs et des conseillers pédagogiques provenant des quatre coins du Québec qui travaillent dans le secteur de l'éducation aux adultes», explique Patrice Potvin, directeur du programme court. Le projet de cohorte spéciale a reçu du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) une subvention de 2,5 millions $ afin de revoir et d'adapter ce programme court aux réalités de l'éducation des adultes.

Selon le professeur, l'UQAM jouit maintenant de la reconnaissance du MELS quant à la pertinence et à l'excellence du programme court. «Nous formons la relève en enseignement de la science et de la technologie au secondaire en plus d'offrir de la formation continue aux enseignants du domaine», rappelle-t-il.

Les étudiants de la cohorte spéciale termineront leur formation cet été. ▮

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues

L'INCUBATEUR : UNE FOURMILIÈRE DE TALENTS

L'AGENCE CRÉÉE À L'UQAM PAR LA RELÈVE FORME LES PUBLICITAIRES DE DEMAIN.

Valérie **Martin**

Vidéos de promotion, campagnes virales sur le Web, l'agence l'Incubateur est reconnue pour ses campagnes publicitaires originales. Fondée en 2009 par David Allard, Myriam Savard Lajeunesse et Laurent-Simon Lapierre, trois anciens étudiants du baccalauréat en marketing de l'UQAM, cette agence de publicité de la relève offre l'occasion aux étudiants d'acquérir de l'expérience dans la conception d'une campagne de publicité avec de «vrais» clients. Le collectif, formé uniquement d'étudiants, dont un comité administratif de quatre membres appelés à changer avec les années, fonctionne comme toute agence de publicité, mais sans but lucratif! «Les étudiants intéressés à collaborer bénévolement à des projets n'ont qu'à nous faire parvenir leur C.V., explique Catherine Dupont-Gagnon, présidente sortante et coordonnatrice de l'agence. Nous contactons les candidats en banque en fonction de leur compétence et selon la nature des projets.»

L'an dernier, le collectif a remporté un prix Boomerang pour «L'art qui secoue», une campagne de promotion du Musée d'art contemporain de Montréal, qui a été déployée à la télé, dans les imprimés et sur le web en 2010. L'agence s'est démarquée grâce à sa campagne sur les réseaux sociaux dont le but était de recueillir une centaine de *doodles* (griffonnages) sur la page Facebook et sur le blogue du Musée d'art contemporain. Ces dessins ont été intégrés dans la vidéo et dans le design de l'affiche de la campagne.

Autre grand succès sur Internet: la capsule *Stopmotion UQAM*, réalisée en 2010. Destinée aux étudiants des cégeps, cette vidéo avait pour but de recruter de futurs étudiants au baccalauréat en communication marketing en leur présentant le campus de l'UQAM et les avantages d'y étudier. Plus récemment, l'Incubateur a réalisé une vidéo de promotion sur le thème de l'engagement pour l'ESG UQAM, et une série Web d'après le conte *Mora*, écrit par l'artiste Dominic Besner, en plus de mener la campagne Web sur les réseaux sociaux qui a permis de faire connaître la série. La campagne de recrutement et de sensibilisation «Franchir mes limites» de Jeunesse Canada Monde, lancée sur le site Web de l'organisme en janvier, consiste pour sa part à inviter les jeunes à raconter leurs problèmes sur un forum de discussion.

L'agence planche actuellement sur un projet pour l'organisme Cactus, qui vient en aide aux toxicomanes, et termine une série de capsules vidéo sur les Journées carrières du Centre de gestion de carrière de l'UQAM. Le collectif réalise en moyenne deux à trois projets majeurs par session.

> «LES ÉTUDIANTS INTÉRESSÉS À COLLABORER BÉNÉVOLEMENT À DES PROJETS N'ONT QU'À NOUS FAIRE PARVENIR LEUR C.V. NOUS CONTACTONS LES CANDIDATS EN BANQUE EN FONCTION DE LEURS COMPÉTENCES ET SELON LA NATURE DES PROJETS.»
> — Catherine Dupont-Gagnon, présidente sortante et coordonnatrice de l'Incubateur

Les clients proviennent majoritairement de l'UQAM, mais d'anciens étudiants font aussi appel aux services de l'agence, ainsi que des organismes communautaires ou à but non lucratif. «Les projets sont très diversifiés», souligne la présidente, qui est aussi finissante au baccalauréat en communication marketing.

La plupart des étudiants impliqués dans le collectif proviennent du baccalauréat en communication, mais certains étudient dans des domaines connexes. Les débutants sont jumelés à des étudiants expérimentés, qui ont déjà réalisé des projets pour l'agence. «Les professeurs nous donnent aussi du soutien et des conseils», note Catherine Dupont-Gagnon.

Durant l'année universitaire, l'agence présente des conférences sur différents sujets en lien avec les communications. «Nous avons déjà invité des conférenciers pour parler du design graphique, de la façon de mener une bonne campagne Web sur Twitter et Facebook, ou encore sur l'art de bien s'exprimer en public», dit l'étudiante. L'agence organise également un Concours de résolution de cas, au cours duquel les équipes participantes doivent régler un cas fictif et sont évaluées par un jury.

Le collectif est présentement à la recherche de nouveaux projets et de commandites. Avis aux intéressés! ▮

COMMENTEZ CET ARTICLE
uqam.ca/entrevues